



Le Canada, défenseur de la paix... vraiment?

Par [Collectif](#)

Mondialisation.ca, 22 septembre 2016

[Le Devoir Idées / Libre opinion](#)

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#)

Les signataires du texte font valoir qu'en maintenant le contrat de vente de « véhicules blindés légers » à l'Arabie saoudite malgré une vive opposition citoyenne, le gouvernement Trudeau « alimente honteusement la guerre au Yémen et se fait complice de l'une des pires crises humanitaires sévissant actuellement dans le monde ».

Cette année, la Journée internationale de la paix (21 septembre) coïncide avec l'annonce par le gouvernement Trudeau du retour du Canada aux opérations onusiennes de maintien de la paix. Promesse électorale oblige, avec un budget de 450 millions de dollars sur trois ans et une contribution en effectifs de 600 soldats et de 150 policiers !

Pourtant, le monde a bien changé et s'est dangereusement militarisé depuis Lester B. Pearson, diplomate canadien à l'origine des Forces de maintien de la paix sous l'égide des Nations unies. Aujourd'hui, le commerce des armes supplante les missions de paix, les dépenses militaires mondiales atteignant la somme colossale de 1676 milliards de dollars en 2015, alors que les opérations de maintien de la paix coûtent annuellement 8 milliards de dollars. Se retrouvant aujourd'hui au 67e rang des pays contributeurs de Casques bleus et par ailleurs au 2e rang des exportateurs d'armes au Moyen-Orient, le Canada n'a pas à pavoiser, ni sur son engagement dans les missions de paix ni sur leur efficacité pour résoudre les conflits.

Le gouvernement Trudeau a plutôt choisi, malgré une vive opposition citoyenne, de maintenir le contrat de vente de « véhicules blindés légers » pour plus de 15 milliards de dollars à l'Arabie saoudite, un des grands violateurs des droits de la personne. Ce pays se retrouve à la tête d'une coalition qui bombarde le Yémen depuis des mois. Résultats : plus de trois millions de personnes déplacées, majoritairement à l'intérieur des frontières du pays, 7000 personnes tuées et 30 000 autres blessées. En janvier 2016, l'ONU confirmait que l'Arabie saoudite était la principale destination des exportations militaires canadiennes. Ce faisant, le Canada alimente honteusement la guerre au Yémen et se fait complice de l'une des pires crises humanitaires sévissant actuellement dans le monde.

Vers une nouvelle politique canadienne de défense

En avril, le gouvernement Trudeau a lancé une consultation publique en vue d'élaborer une nouvelle politique de « défense ». Se déroulant en bonne partie pendant la pause estivale, cette consultation qui s'adressait avant tout aux prétendus « experts » en matière de défense n'était pas publique. La participation citoyenne était envisagée strictement sur une base individuelle, et aucune organisation de la société civile n'a été formellement consultée.

Plusieurs aspects du document de consultation sur la politique canadienne de défense

contrastent étrangement avec l'annonce récente des engagements du Canada en faveur des opérations onusiennes de paix. Le document soulève la possibilité d'un réexamen de la décision prise par le Canada en 2005 de ne pas participer au bouclier antimissile des États-Unis et envisage de doter les Forces canadiennes de drones armés pour des missions offensives.

De plus, ce document de consultation ne remet nullement en question la participation canadienne à la guerre d'agression menée en Afghanistan durant 13 ans ni dans les déploiements militaires en Ukraine, en Libye ou ailleurs. Au contraire, ces interventions sont présentées comme des contributions « à la paix et à la sécurité internationales » qui protègent les Canadiennes et les Canadiens et qui défendent les intérêts nationaux, sans plus de précision.

Appel à nos concitoyens

Il est illusoire de faire la promotion de missions de paix sans s'opposer aux missions offensives menées au sein de l'OTAN. Il est tout aussi vain de prôner la paix sans dénoncer la participation du Canada au commerce mondial de l'armement et sans exiger maintenant un débat public sur sa nouvelle politique de défense.

Jusqu'au jour du Souvenir, pour signifier l'opposition citoyenne aux visées militaristes du gouvernement Trudeau, nous porterons le coquelicot blanc. Nous invitons chaleureusement ceux et celles qui aspirent à un monde sans guerre à le porter en mémoire de toutes les victimes, majoritairement civiles, des conflits armés.

**Signataires : Paul Ahmarani, Omar Aktouf, François Avard, Luc Benoit, Serge Bruneau, Raphaël Canet, Donald Cuccioletta, Françoise David, Ferdinand Djayerombe Vaweka, Martin Duckworth, Ariane Émond, Andrés Fontecilla, Lorraine Guay, André Jacob, Robert Jasmin, Molly Kane, Jooneed Khan, Kelly Krauter, Danièle Lacourse, Régine Laurent, Abby Lippman, Suzanne Loiselle, Alain Long, Alain Marois, Gilles Marsolais, Serge Mongeau, Christian Nadeau, Ed Napier, Maude Prud'homme, Louis Rousseau, Isabelle Samson, Mélanie Sarazin, Caroline Toupin, Carmina Tremblay.*

La source originale de cet article est [Le Devoir Idées / Libre opinion](#)

Copyright © [Collectif](#), [Le Devoir Idées / Libre opinion](#), 2016

Articles Par : [Collectif](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez:

media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca